

Contre la machine à broyer Atos, mobilisez-vous : VOTEZ !

Un peu plus de 2 ans après l'achat de Bull par Atos, force est de constater que nous nous retrouvons dans un groupe dirigé uniquement par et pour la finance.

Atos ne sait visiblement pas développer des activités en interne. Nous le vivons au quotidien avec un travail qui devient de moins en moins intéressant et où il y a très peu de place pour l'initiative.

La croissance d'Atos se fait par l'achat de sociétés qui lui apportent leur savoir-faire et qui lui permettent une progression de Chiffre d'Affaires et de marge. Cette croissance ne porte aucun vecteur de progrès à terme.

Malgré des résultats en très nette amélioration en France, résultats meilleurs que ce que nous connaissions avant le rachat, la direction d'Atos continue à infliger aux salariés :

- ➔ Une politique salariale indigente ;
- ➔ Un gel des déplacements et des formations ;
- ➔ Délocalisations des fonctions support (exemple : perte de 80 emplois sur 133 en France dans le contrôle de gestion au profit de l'offshore);
- ➔ Des pressions entraînant un mal être au travail (BadBeing@Atos).

L'entreprise entre donc dans une spirale négative où le travail étant rendu moins intéressant et où la démotivation s'installant durablement, les compétences partent à la concurrence, ce qui amoindrit la capacité à aller vers des technologies innovantes. C'est ce que nous disent nos collègues d'Atos qui ont déjà subi ce nivellement où Atos achète une entreprise, s'en nourrit sans la développer et une fois celle-ci exsangue, en achète une autre pour maintenir vis-à-vis de l'extérieur une croissance essentiellement artificielle.

Face à cette mécanique, la CFE-CGC entend rappeler que **la richesse d'une entreprise repose avant tout sur ses hommes et ses femmes** et que son vrai développement passe par le **développement de ses hommes et ses femmes**.

Par une **mobilisation forte** lors des prochaines élections, vous montrez votre soutien à cette position et votre rejet de cette déshumanisation.

Plus il y aura de votants, plus le message que vous enverrez à la direction sera fort.

**Voter : c'est essentiel.
Voter CFE-CGC,
c'est vous faire entendre !**

Délocalisation du contrôle de gestion

Lors de la réunion du Comité Central d'Entreprise (CCE) du 25 octobre, la direction a fait part d'un projet visant à délocaliser plus de la moitié du contrôle de gestion en Inde. Sur 5 ans, la direction veut faire passer l'effectif en France de 95 personnes à 40 personnes et créer 93 postes en Inde.

Les élus du CCE ont fortement réagi à ce projet (voir la délibération ci-dessous) d'autant plus qu'Atos touche 14 millions d'euros de subventions de l'Etat sous forme de CICE dont la fonction est de développer l'emploi en France.

Pour les élus du CCE, un tel abandon de la responsabilité sociétale ne devrait pas pouvoir être pratiqué dans une entreprise dirigée par un ex (et futur ?) ministre.

Délibération du CCE sur le projet d'évolution du contrôle de gestion dans la GBU France

Séance ordinaire du 25 octobre 2016

Après une première prise de connaissance du document adressé hier pour cette plénière, et après avoir entendu la présentation en séance ce jour, le CCE de l'UES Bull comprend qu'il s'agit en fait d'un nouveau projet de délocalisation habilement étalé sur plusieurs années qui ne dit pas son nom.

Le CCE demande :

- Une requalification du projet en délocalisation partielle du contrôle de gestion au sein de la GBU France ;
- Une clarification à la page 12 sur :
 - les postes sous contrat de travail Français et ceux localisés en Inde,
 - sur la localisation des postes « CFC », par période en 2016, en 2017 et ultérieurement ;
- Une présentation des pertes d'emplois sous contrat de travail Français, pour les périodes 2017 et ultérieurement ;
- La liste des salariés sous contrat de travail Français ;
- Une présentation du volet économique du projet : coûts, gains, ROI...

Le CCE précise que cette liste préliminaire n'est pas exhaustive compte tenu de la nouveauté de ce projet porté à sa connaissance hier.

Voter : c'est essentiel.
Voter CFE-CGC, c'est vous faire entendre !